

# L'intégration économique des Balkans occidentaux reste délicate

## L'idée d'un marché commun sera évoquée au sommet de Trieste

**L**es Balkans occidentaux surmonteront-ils leurs divisions pour créer un marché commun? C'est en tout cas l'un des objets du quatrième sommet consacré à la région, qui se tiendra mercredi 12 juillet à Trieste (Italie). Outre les représentants de l'Union européenne (UE) et plusieurs chefs d'Etat de la zone euro, les dirigeants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, du Kosovo, du Monténégro, de la Macédoine et de la Serbie seront présents.

Les discussions porteront sur la lutte contre la corruption et le terrorisme, le renforcement de la coopération régionale et, surtout, la création d'une union douanière dans les Balkans occidentaux. Un projet auquel tient Bruxelles. Il permettrait de faciliter les échanges de biens et la circulation des personnes entre ces pays, tout en harmonisant les réglementations. «*Les Européens s'inquiètent de l'instabilité politique de cette zone toujours considérée comme une "poudrière" et essaient d'agir sur plusieurs fronts, plus ou moins habilement, pour la limiter*», analyse un diplomate. «*Un marché commun pourrait créer 80 000 emplois dans la région*», soulignait de son côté Johannes Hahn, le commissaire européen à l'élargissement, le 16 mars.

Cette année, le produit intérieur brut des Balkans occidentaux devrait progresser de plus de 3 %, se-

lon la Banque mondiale. «*Après une décennie difficile, la croissance se consolide enfin*», estime Dominique Fruchter, économiste chez l'assureur-crédit Coface. Et nombre d'économistes estiment que l'établissement d'un marché commun entre ces pays permettrait d'accélérer encore la reprise.

«*C'est une étape indispensable à leur développement*», assure ainsi Sergei Guriev, chef économiste de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Cette institution a été créée en 1991, après la chute du bloc communiste, afin de soutenir la transition de l'Europe centrale et orientale vers l'économie de marché. «*Pour innover et investir, il est essentiel de se positionner sur un marché suffisamment grand pour permettre les économies d'échelle*», ajoute M. Guriev. Or, dans les petits pays comme ceux des Balkans, c'est aujourd'hui très compliqué: il existe beaucoup de barrières administratives.»

### Stabiliser la région

D'autant que leurs économies souffrent de problèmes structurels récurrents. Les entreprises publiques sont mal gérées, les exportations sont trop peu diversifiées, les infrastructures routières sont insuffisantes et la corruption fait toujours rage. Selon la BERD, les entreprises albanaises ou monténégrines voient ainsi

l'équivalent de 13,2 % de leur chiffre d'affaires s'envoler tous les ans à cause de la corruption, du crime, des problèmes de transport et de fourniture d'électricité. «*S'ajoutent à cela la fuite des cerveaux, l'instabilité des systèmes démocratiques et les fortes divisions ethniques et religieuses*», ajoute M. Fruchter.

Surtout: si la croissance est de retour, elle reste moins forte que celle enregistrée avant la crise (5 % par an en moyenne entre 2000 et 2008). Après l'explosion de la Yougoslavie en 1991 et les affrontements locaux qui suivirent, la région a profité d'un afflux de capitaux au début des années 2000. Mais la crise de 2008 a mis un coup d'arrêt à ces investissements, qui ont en partie alimenté des mauvaises dettes. Depuis, la croissance est moindre.

Si bien que ces pays risquent de tomber dans ce que les économistes appellent le «*piège du revenu intermédiaire*»: ils ne croissent plus assez vite pour converger vers le niveau de vie moyen de l'UE. «*Il leur faut désormais trouver un nouveau modèle de croissance, reposant moins sur les investissements extérieurs et le bas coût de la main-d'œuvre que sur l'innovation et le capital humain*», résume M. Guriev, convaincu que l'établissement d'un marché commun pourrait contribuer à cette transition.

Seulement voilà : ce projet suscite la méfiance de certains Etats, pour qui il réveille le fantôme de l'union yougoslave. Le Monténégro redoute qu'il ne retarde son intégration dans l'UE, tandis que le Kosovo craint que la Serbie en profite pour étendre sa domination économique. Au reste, beaucoup d'observateurs locaux soulignent que les Balkans occidentaux font déjà partie de l'accord de libre-échange centre-européen – pour l'instant très théorique. « Les tensions entre les Etats

*ne facilitent pas la coopération* », résume M. Fruchter.

Du côté de la BERD, on souligne néanmoins que renforcer les liens économiques reste la meilleure façon de stabiliser la région, régulièrement secouée par des crises politiques. A condition de procéder étape par étape. « Avant d'en venir au marché commun, nous travaillons à créer un espace d'investissement unique, susceptible de contribuer au développement des infrastructures et des PME, qui sont les plus grandes

*créatrices d'emplois* », détaille Pierre Heilbronn, vice-président de l'institution.

Le 12 juillet, plusieurs projets autour de l'énergie et des transports seront annoncés, tout comme la création d'une chambre de commerce des Balkans occidentaux, rassemblant les chambres des différents pays. Elle travaillera au rapprochement des législations et procédures, dans l'espoir de faciliter l'implantation des investisseurs. ■

MARIE CHARREL

